

# COI Focus

## GUINEE

### La situation ethnique

3 avril 2020 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.



VERS UNE POLITIQUE DE MIGRATION PLUS INTÉGRÉE, GRÂCE AU FAMI

## Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>1. Principales ethnies .....</b>	<b>4</b>
<b>2. Relations entre les ethnies .....</b>	<b>5</b>
<b>3. Instrumentalisation de l'ethnie par le politique.....</b>	<b>7</b>
3.1. Généralités .....	7
3.2. Axe de la démocratie/du mal.....	9
3.3. Contexte électoral.....	11
<b>Résumé .....</b>	<b>12</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>13</b>

---

## Introduction

Le présent rapport a été réalisé avec l'aide du Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration (FAMI). Il concerne la situation ethnique en Guinée. Il s'agit d'une actualisation du COI Focus daté du 4 février 2019.

Les informations contenues dans ce document, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, émanent principalement de la presse en ligne et de rapports publics de différentes instances internationales et organisations non gouvernementales (ONG). Pour certaines informations relatives à la société guinéenne, le Cedoca se réfère à des entretiens réalisés avec des interlocuteurs guinéens, lors d'une mission conjointe du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA/Belgique), de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA/France) et de l'Office fédéral des migrations (ODM/Suisse)<sup>1</sup> qui s'est rendue à Conakry du 29 octobre au 19 novembre 2011. Dans son rapport du 18 février 2013<sup>2</sup>, International Crisis Group (ICG) souligne le « point de vue mesuré » sur la situation ethnique tel que présenté dans le rapport de la mission conjointe<sup>3</sup>. Lors d'une nouvelle mission organisée à Conakry du 3 au 12 novembre 2019, le Cedoca a pu constater que la plupart de ces informations sont toujours d'actualité.

La recherche documentaire pour cette mise à jour s'est clôturée le 31 mars 2020.

Le premier chapitre dresse un état des lieux des principales ethnies en Guinée et à Conakry. Le deuxième chapitre est consacré à la question des relations entre elles. Le troisième chapitre concerne l'instrumentalisation de l'ethnie par le politique, particulièrement en période électorale. Il y est notamment question à Conakry de l'axe de la démocratie ou du mal, selon les interlocuteurs, où se concentrent les contestations sociopolitiques.

Le Cedoca assure de manière continue le suivi de la situation ethnique en Guinée. Pour ce faire, il consulte quotidiennement diverses sources pertinentes, dans les médias locaux et internationaux. Au cas où des changements fondamentaux ou de nouveaux développements modifieraient significativement la situation décrite dans le présent document, ce dernier serait très rapidement actualisé.

---

<sup>1</sup> En janvier 2015, l'ODM est devenu le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM).

<sup>2</sup> ICG, 18/02/2013, p. 3, [url](#)

<sup>3</sup> CGRA, OFPRA, ODM, 03/2012, [url](#)

## 1. Principales ethnies



Répartition géographique des principales ethnies en Guinée<sup>4</sup>

Selon le rapport du département d'Etat américain (United States Department of State, USDOS) de 2017 portant sur l'année 2016, la population guinéenne comprend trois principaux groupes linguistiques : les Peuls en Moyenne Guinée (ou Foutah Djallon), les Malinkés en Haute Guinée et les Soussous sur la Côte (ou Guinée Maritime). La région forestière compte environ 24 langues distinctes, dont certaines sont parlées par seulement 20.000 personnes. Conakry et d'autres grandes villes, comme Kankan, sont hétérogènes sur le plan ethnique<sup>5,6</sup>. Le rapport de 2020 du département d'Etat portant sur l'année 2019 parle de trois groupes linguistiques principaux, sans autre précision<sup>7</sup>.

Le site Internet de l'ambassade de France en Guinée indique que les Kissiens, les Tomas et les Guerzés font partie des ethnies de la Forêt<sup>8</sup>.

Un document de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), publié le 7 mai 2014 et portant notamment sur la composition ethnique de la police et des forces armées, précise que les Peuls représentent 40 % de la population, les Malinkés 30 %, les Soussous 20 % et les autres groupes ethniques 10 %<sup>9</sup>. Interrogé lors d'un journal télévisé de TV5 Monde le 8 février 2018, le politologue guinéen Saïkou Oumar Baldé, également enseignant-chercheur à l'Université de Conakry, reprend les mêmes pourcentages<sup>10</sup>.

D'après le troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3) de 2014 (publié en décembre 2017), le peul est la langue la plus parlée en Guinée, peu importe le milieu de résidence.

<sup>4</sup> Alternatives économiques, s.d., [url](#)

<sup>5</sup> USDOS, 03/03/2017, [url](#)

<sup>6</sup> Pour une répartition plus détaillée des ethnies dans les différentes régions de Guinée, voir : Université Laval, 24/12/2015, [url](#)

<sup>7</sup> USDOS, 11/03/2020, [url](#)

<sup>8</sup> Ambassade de France à Conakry, 13/07/2013, [url](#)

<sup>9</sup> CISR, 07/05/2014, [url](#)

<sup>10</sup> TV5 Monde, 08/02/2018, [url](#)

« La langue Poular [peul] est majoritaire dans les régions de Labé (94,5 %), de Mamou (92,4 %) et de Boké (45,8 %). Elle se positionne en deuxième place dans les régions de Conakry (34 %) après le soussou (37 %), de Faranah (27,9 %) après le malinké, de Kindia (35,2 %) après le soussou et de Kankan (3,9 %) après le malinké. Dans la région de N'Zérékoré, la langue la plus parlée est le Koniaka (24,4 %) suivi de Kpélè (23,4 %) de Kissi (15,4 %) et le Malinké (9,2 %) occupe la quatrième place »<sup>11</sup>.

Au cours de la mission conjointe de 2011, un entretien a eu lieu le 8 novembre 2011 avec le professeur Alpha Amadou Bano Barry, sociologue guinéen que Jeune Afrique présente dans un article du 18 mars 2013 comme étant un spécialiste des conflits ethniques<sup>12,13</sup>. Les membres de la mission lui ont demandé des précisions sur la répartition ethnique à Conakry, ce à quoi il a répondu de la manière suivante :

- dans la commune de Ratoma : 85 % de Peuls, 10 % de Soussous, 5 % de Forestiers et 1 ou 2 % de Malinkés ;
- dans la commune de Matoto : 20 % de Peuls, 30 % de Soussous et 20 % de Malinkés ;
- dans la commune de Matam : 15 à 20 % de Peuls, 40 % de Soussous et 20 % de Malinkés ;
- dans la commune de Kaloum : 60 % de Soussous, 10 % de Peuls, pas plus de 5 % de Malinkés<sup>14</sup>.

Sur l'ensemble de Conakry, d'après le professeur Alpha Amadou Bano Barry, il y a 40 à 43 % de Peuls, 30 à 33 % de Soussous et 15 à 20 % de Malinkés<sup>15</sup>.

Dans un courrier électronique du 13 septembre 2012, le Cedoca a demandé au professeur s'il pouvait préciser la composition ethnique de la commune de Dixinn, commune dont il n'avait pas été question lors de l'entretien de novembre 2011. Voici sa réponse parvenue par courrier électronique le même jour :

« A Dixinn, les soussous sont, numériquement, la première communauté ethnique. Les peulhs suivent et précèdent de loin les malinkés. On peut estimer les soussous à 40 %, les peulhs à 30 % et les malinkés à peu près autour de 10 % »<sup>16</sup>.

Lors de la mission de novembre 2019, le Cedoca a constaté que les habitants de Conakry, peu importe leur ethnie d'origine, communiquent entre eux en langue soussou. Dans un entretien publié sur Globe Reporters le 11 janvier 2019, le sociologue Emmanuel Fasso Sagno explique en effet qu'à Conakry, les habitants des diverses ethnies parlent entre eux en soussou<sup>17</sup>.

## 2. Relations entre les ethnies

Lors de la mission effectuée à Conakry en 2011, un climat de bonne entente entre les différentes ethnies a pu être observé par le Cedoca. L'ensemble des interlocuteurs rencontrés sur place à l'époque, à savoir les autorités, des militants politiques, des syndicalistes, des représentants d'organisations des droits de l'homme et de diverses associations, des journalistes, des expatriés vivant à Conakry, les

<sup>11</sup> INS, 12/2017, p. 86, [url](#)

<sup>12</sup> Jeune Afrique (Carayol R.), 18/03/2013, [url](#)

<sup>13</sup> Le Cedoca a pu s'entretenir à nouveau avec lui lors de la mission de novembre 2019.

<sup>14</sup> Barry A. A. B., sociologue guinéen, entretien, Conakry, 08/11/2011

<sup>15</sup> Barry A. A. B., sociologue guinéen, entretien, Conakry, 08/11/2011

<sup>16</sup> Barry A. A. B., sociologue guinéen, courrier électronique, 13/09/2012

<sup>17</sup> Globe Reporters, 11/01/2019, [url](#)

représentants des différentes communautés religieuses et de la société civile, en ont témoigné, tant au niveau des quartiers que des familles.

Selon les représentants de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH), rencontrés à Conakry le 9 novembre 2011, il y a des métissages dans les familles ; les différentes ethnies sont « imbriquées » entre elles et se retrouvent à l'occasion de cérémonies (mariages, baptêmes, enterrements)<sup>18</sup>. Le professeur Alpha Amadou Bano Barry a également précisé, lors de l'entretien du 8 novembre 2011 dont il est question au point 1, que le critère d'une « grande » famille est celui d'une famille métissée, par opposition à une « petite » famille beaucoup moins convoitée en vue d'alliances familiales<sup>19</sup>.

Lors de la mission organisée à Conakry du 3 au 12 novembre 2019, le Cedoca a pu constater que ces informations sont toujours d'actualité.

Un ouvrage intitulé *Mémoire collective, une histoire plurielle des violences politiques en Guinée*, présenté à Conakry en septembre 2018 par Radio France internationale (RFI) et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)<sup>20</sup>, fait référence aux mariages interethniques et parle de « multiethnicité ». Il indique également ceci :

« Comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, mais avec une intensité particulière, des relations de parenté et notamment les célèbres 'parentés à plaisanterie' relient les lignages des différentes ethnies, et des systèmes d'équivalence associent les noms de clan d'une ethnie à une autre »<sup>21</sup>.

Au cours d'une émission radio-télévisée d'Espace TV Guinée, *Les grandes gueules*, publiée sur Youtube le 21 novembre 2018, le débat porte sur l'ethnie. Les intervenants issus de différentes communautés et partis politiques sont unanimes pour affirmer que les ethnies vivent en parfaite harmonie dans les quartiers et qu'il n'y a pas de conflit entre elles, contrairement aux idées véhiculées par certains politiciens (voir point 3)<sup>22</sup>.

A l'occasion du décès du patriarche de la communauté peule en septembre 2019, Jeune Afrique rapporte que les personnalités de tous bords lui ont rendu hommage. C'est notamment le cas du patriarche de la Basse Guinée : « [...] les Peuls et les Soussous sont des frères qui ne peuvent pas être divisés. Nous devons rester unis et regarder dans la même direction »<sup>23</sup>.

Sayon Dambélé, sociologue guinéen, livre sa vision sur l'ethnie en Guinée dans un article publié par le site d'informations en ligne Ledjely le 7 octobre 2019 :

« [...] la diversité ethnique en Guinée n'a jamais posé problème en dehors des périodes électorales cycliques. A contrario, elle est assumée et célébrée par tous, jusqu'aux manuels scolaires qui expliquent que le pays est divisé en quatre régions naturelles. Leur complémentarité, ethnico-géographique, est saluée et à raison. Mieux, les liens sociaux et interfamiliaux transcendent les clivages ethniques, cela se voit et s'apprécie dans la solidité des relations de voisinage, d'amitié ou encore des liens matrimoniaux »<sup>24</sup>.

<sup>18</sup> OGDH, entretien, Conakry, 09/11/2011

<sup>19</sup> Barry A. A. B., sociologue guinéen, entretien, Conakry, 08/11/2011

<sup>20</sup> RFI, 25/09/2018, [url](#)

<sup>21</sup> RFI, FIDH, 2018, p. 266, [url](#)

<sup>22</sup> Espace TV Guinée, 21/11/2018, [url](#)

<sup>23</sup> Jeune Afrique (Barry D.), 26/09/2019, [url](#)

<sup>24</sup> Ledjely (Dambélé S.), 07/10/2019, [url](#)

## 3. Instrumentalisation de l'ethnie par le politique

### 3.1. Généralités

Les différentes sources consultées mettent en avant l'instrumentalisation de l'ethnie par le politique, particulièrement en période électorale.

Julie Kébé-Gangneux, architecte-urbaniste, qui a écrit en 2016 un ouvrage sur la ville de Conakry, s'intéresse particulièrement au quartier de Hafia situé dans la commune de Dixinn :

« [...] toutes les ethnies sont représentées dans le quartier de Hafia, l'exploitation politique des différences ethniques et culturelles intra-urbaines de ces dernières années, a tendu les liens entre les habitants. Cette observation sensible a émergé en filigrane de certains entretiens: 'On était comme en famille. Maintenant ça a diminué car nous sommes beaucoup plus nombreux et l'affaire politique a divisé les gens. [...] L'harmonie, la cohésion sociale a disparu entre les gens. Avant, tous les jeunes se regroupaient autour d'un idéal non ethnicisé, non politisé' [...].L'affaire politique' modifie la configuration et l'appropriation de certains espaces. Les citoyens ne s'y regroupent plus par désaccord politique »<sup>25</sup>.

Un rapport de l'OFPRA publié en 2018, suite à une mission effectuée en Guinée du 7 au 18 novembre 2017, indique, d'après les témoins rencontrés sur place, que :

« [...] les périodes électorales donnaient lieu à des 'moments de non-acceptation' où la variable ethnique prend le dessus sur tous les autres déterminants identitaires. Le pacte pour l'éducation et la sensibilisation des militants signé par les partis politiques est sans effet car les gens continuent de voter selon leur appartenance ethnique, et non pour un programme politique. [...] les allégeances se font par priorité sur une base ethnique. Ainsi, un citoyen malinké aura tendance à soutenir le Président Condé alors qu'un citoyen peul se ralliera à l'opposition conduite par Cellou Dalein Diallo. Il apparaît que l'allégeance politique repose avant tout sur une fierté ethnique et une promesse de soutien communautaire. Le repli communautaire est un réflexe en cas de crise. L'instrumentalisation politique des différents litiges communautaires est fréquente. D'après les représentants de la société civile à Mamou et Kindia, la polarisation politique s'observe également dans l'accès aux services sociaux de base. Ainsi, des quartiers réputés acquis au parti gouvernemental seront favorisés par rapport à d'autres. Cette crispation communautaire via le prisme du politique prend de l'ampleur à l'approche d'échéances électorales »<sup>26</sup>.

L'ouvrage de 2018 sur les violences politiques en Guinée dont il est question plus haut parle d'« ethnicisation électorale » et apporte les précisions suivantes :

« Compte tenu de la démographie ethnique du pays, les hommes politiques alimentent ainsi ensemble, à demi-mots, une sorte de face-à-face entre deux grandes communautés, les Malinkés et les Peuls, les politiciens capables de mobiliser dans les autres communautés jouant le rôle d'auxiliaires. En même temps, le fait qu'aucune communauté n'a la majorité absolue oblige les prétendants au pouvoir à la coalition, à la multiethnicité, ce qui vient tempérer la radicalisation ethnique. Au final, on a donc un clivage assez bien établi, entre Peuls et Malinkés, autour des deux leaders, mais qui n'empêche pas des dynamiques d'alliance »<sup>27</sup>.

<sup>25</sup> Kébé-Gangneux J., 2016, [url](#)

<sup>26</sup> OFPRA, 2018, pp. 17-18, [url](#)

<sup>27</sup> RFI, FIDH, 2018, p. 258, [url](#). Voir aussi à ce sujet : Thinking Africa (Keita K. A.), 04/2016, [url](#)

Dans un article publié le 9 février 2018, Jeune Afrique reprend les propos de Sékou Kouréissy Condé de l'African Crisis Group<sup>28</sup> :

« La fragilité du pays n'est pas liée à la cohabitation à la base, mais à l'utilisation politique du phénomène ethnique en Guinée. L'autorité de l'État est suffisamment ébranlée : lorsque les citoyens ne font pas confiance à la justice, les forces de l'ordre sont régulièrement accusées d'utiliser des balles réelles, sans qu'il y ait d'enquête et de sanction. Finalement, les populations sont tentées de se faire justice elles-mêmes. C'est quand le doute s'empare des populations qu'il y a des réactions incontrôlées »<sup>29</sup>.

Human Rights Watch (HRW) affirme dans un rapport du 29 mars 2018 que les clivages ethniques entre le parti au pouvoir malinké, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), et le principal parti politique d'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), à dominance peule, alimentent « la violence politique en Guinée »<sup>30</sup>.

Dans un article de News Afrique du 28 septembre 2019 consacré à l'anniversaire du massacre de manifestants par les forces de sécurité, survenu dix ans plus tôt, le journaliste fait le constat suivant :

« La configuration à caractéristiques communautaristes de toutes les instances organiques à vocation politique en Guinée est telle qu'il est difficile d'avoir une justice ou un organe impartial pour arbitrer les différends socio politiques guinéo guinéens. Tant les parties sont obnubilées dans le carcan de l'ethnie de la victime ou de l'origine régionale du bourreau »<sup>31</sup>.

D'après le sociologue Sayon Dambélé cité plus haut, le « fait ethnique » s'intensifie en période électorale. « Le pouvoir politique en Guinée est perçu, consciemment ou non, par le prisme de l'ethnie de celui qui préside aux destinées du pays »<sup>32</sup>.

Le rapport de Freedom House de 2020 portant sur l'année 2019 souligne également que la loyauté ethnique continue de jouer un rôle démesuré dans les choix politiques des électeurs et des chefs de parti. Plutôt que de s'organiser autour de plateformes politiques ou d'idéologies politiques et d'essayer d'attirer de nouveaux partisans, chaque parti promet tacitement allégeance à son groupe ethnique respectif, ce qui contribue à la menace d'hostilité et de violence mutuelles<sup>33</sup>.

Le rapport du département d'Etat américain de 2020 portant sur l'année 2019 indique à ce propos l'utilisation d'une rhétorique de division ethnique lors des campagnes politiques<sup>34</sup>.

Dans un article publié dans la presse en ligne guinéenne le 3 janvier 2020, Sidya Touré, président de l'Union des forces républicaines (UFR), accuse le président de la République, Alpha Condé, de diviser les Guinéens pour satisfaire ses intérêts politiques et personnels<sup>35</sup>.

D'après Alseny Sall de l'OGDH, cité dans un article du journal Libération du 28 février 2020, et que le Cedoca a pu rencontrer au cours de la mission de novembre 2019, « [i]l y a une manipulation des ethnies par le pouvoir, mais aussi par l'opposition qui joue la victimisation à outrance »<sup>36</sup>.

<sup>28</sup> Il s'agit d'un cabinet de conseil et d'études stratégiques qui intervient dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et l'appui à la bonne gouvernance.

<sup>29</sup> Jeune Afrique (Barry D.), 09/02/2018, [url](#)

<sup>30</sup> HRW, 29/03/2018, [url](#)

<sup>31</sup> News Afrique (Diallo I.), 28/09/2019, [url](#)

<sup>32</sup> Ledjely (Dambélé S.), 07/10/2019, [url](#)

<sup>33</sup> Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

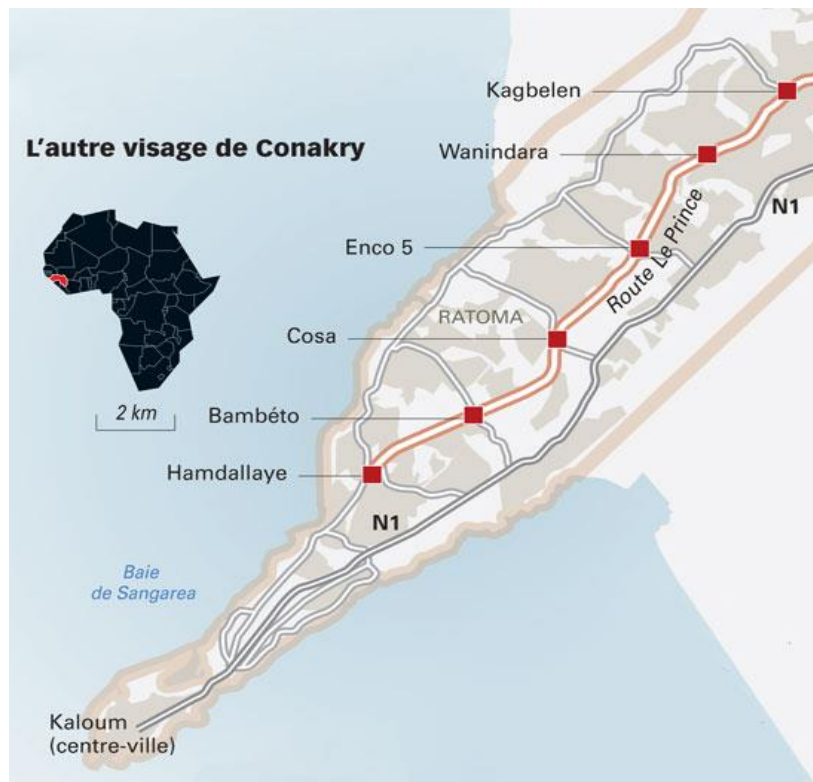
<sup>34</sup> USDOS, 11/03/2020, [url](#)

<sup>35</sup> Vision Guinée (Bah P.), 03/01/2020, [url](#)

<sup>36</sup> Libération (Huon P.), 28/02/2020, [url](#)



### 3.2. Axe de la démocratie/du mal



Route Le Prince entre Hamdallaye et Kagbelen<sup>37</sup>

Un article publié par la presse en ligne guinéenne le 15 novembre 2018 précise que « le centre de toutes les contestations sociopolitiques » à Conakry se situe sur la route Le Prince qui va du rond-point de Hamdallaye au quartier Kagbelen, en passant par Bambéto et Cosa. Les habitants de cet « axe du mal » sont principalement d'ethnie peule. D'ailleurs, certains noms de quartiers tels que Cosa, Dar-es-Salam, Bambéto, Bomboly et Wanindara font référence à quelques appellations de la Moyenne Guinée. Dans ces quartiers réputés favorables à l'opposition, dont l'UFDG, « les événements [...] sont vus exclusivement sous l'angle de la politique politicienne s'ils ne sont pas imagés sous le panorama ethnique ». L'article indique encore ceci : « Avec une telle concentration de personnes ayant en partage la même culture et à peu près les mêmes activités, il est évident que les problèmes soient plus amplifiées et les communions plus partagées. Ce qui peut sembler à une victimisation [sic] ». Par une répression jugée excessive par les auteurs de l'article, l'Etat ne cherche pas à apaiser les tensions, ce qui accentue les frustrations des habitants de l'axe et favorise « un repli identitaire nocif pour l'unité nationale »<sup>38</sup>.

Un autre article de la presse guinéenne parle de cet axe comme étant une « zone déshéritée de la commune de Ratoma », un « labyrinthe de misère où survivent grâce à la solidarité ethnique et aux trafics des familles privées de chemins asphaltés, d'eau courante, d'électricité, d'écoles et d'hôpitaux publics [sic] »<sup>39</sup>.

<sup>37</sup> Jeune Afrique (Niakate H.), 17/02/2014, [url](#)

<sup>38</sup> Guinée actuelle (Diallo A. O.), 15/11/2018, [url](#)

<sup>39</sup> Ramatoulaye (Diallo S.), 14/07/2016, [url](#)

Lors de la mission effectuée à Conakry en novembre 2019, en période de contestations pré-électorales (voir point 3.3.), le Cedoca s'est entretenu avec plusieurs interlocuteurs au sujet de l'axe, notamment avec le bureau politique de l'UFDG<sup>40</sup>, la direction de l'OGDH<sup>41</sup> et une organisation de la société civile qui ne souhaite pas être citée pour des raisons de sécurité<sup>42</sup>. L'appellation de l'axe dépend, d'après eux, de la position de celui qui en parle : il est qualifié de « mal » par les autorités et de « démocratie » par les opposants<sup>43</sup>. Le Cedoca a pu longer cet axe et constater son état de délabrement ainsi que la présence de plusieurs Points d'appui (PA), à savoir des patrouilles mixtes composées à la fois de policiers, de gendarmes et de militaires mis en place en novembre 2018, suite aux troubles liés aux élections locales de février 2018<sup>44</sup>.



Point d'appui sur l'axe<sup>45</sup>

D'après l'organisation de la société civile rencontrée à Conakry le 8 novembre 2019, sur cet axe considéré comme le fief de l'opposition, il n'y a pas de bâtiments publics, pas d'écoles publiques, ce qui provoque la frustration des personnes qui y habitent. Cette organisation est d'avis qu'il y a un acharnement des forces de l'ordre à l'égard des Peuls dans les quartiers faisant partie de l'axe. Elles rentrent dans les maisons pour chercher des gens, lorsque les manifestations donnent lieu à des incidents. Sur l'autoroute par contre (voir N1 sur la carte, point 3.2.), il n'y a pas d'incident<sup>46</sup>.

Le bureau politique de l'UFDG rencontré le 5 novembre 2019 explique que les policiers tiennent des propos tels que « Vous n'êtes pas des Guinéens, on va tous vous tuer ». Ces policiers prennent les jeunes et les emmènent dans les commissariats, ils marchandent ensuite leurs libérations. Si les familles ne payent pas, les policiers transfèrent ces jeunes à la Maison centrale de Conakry, principale prison du pays. Sans jugement, ils sont condamnés. Il n'y a pas d'avenir pour ces jeunes, ils se sentent étrangers dans leur pays<sup>47</sup>.

<sup>40</sup> UFDG, entretien, Conakry, 05/11/2019

<sup>41</sup> OGDH, entretien, Conakry, 06/11/2019

<sup>42</sup> Organisation de la société civile, entretien, Conakry, 08/11/2019

<sup>43</sup> Voir aussi : Africa radio, 27/02/2020, [url](#)

<sup>44</sup> Africaguinee (Diallo B.), 19/11/2018, [url](#)

<sup>45</sup> CGRA, 11/2019

<sup>46</sup> Organisation de la société civile, entretien, Conakry, 08/11/2019

<sup>47</sup> UFDG, entretien, Conakry, 05/11/2019

Les responsables de l'OGDH, avec lesquels le Cedoca s'est entretenu le 6 novembre 2019, se demandent pourquoi les PA ont été installés uniquement sur l'axe. Il s'agit, selon eux, d'une zone ciblée car elle est supposée être un bastion de l'opposition ; elle est en effet majoritairement habitée par des Peuls. L'OGDH explique que c'est dans cette zone « occupée militairement » qu'ont lieu les arrestations et les tueries des jeunes par les forces de l'ordre, lors des contestations<sup>48</sup>.

### 3.3. Contexte électoral

Une publication du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) du 18 février 2020 indique que les manifestations organisées depuis octobre 2019 par le Front national de défense de la Constitution (FNDC), une coalition de partis d'opposition et d'organisations de la société civile, contre le troisième mandat présidentiel et le changement de Constitution « sont d'une ampleur inédite, fédèrent une large partie de la population au-delà des clivages communautaires et s'étendent à l'ensemble du pays ». L'élection présidentielle doit normalement avoir lieu en octobre 2020. Ces contestations provoquent la mort de manifestants, de nombreuses arrestations ainsi que des disparitions<sup>49</sup>.

C'est dans ce contexte que le Cedoca a effectué sa mission à Conakry en novembre 2019. Plusieurs témoins rencontrés sur place, pour la plupart Peuls eux-mêmes, parlent de leur ethnie comme étant ciblée par les autorités (voir point 3.2.). Un interlocuteur d'ethnie malinké, issu du milieu académique et militant des droits de l'homme, explique par contre au Cedoca, lors d'un entretien le 9 novembre 2019, que le problème avec les autorités n'est pas l'appartenance ethnique mais l'expression d'opinions divergentes. Cet interlocuteur souhaite rester anonyme pour des raisons de sécurité<sup>50</sup>.

Préoccupées par les contestations politiques survenues depuis octobre 2019, les principales organisations internationales des droits de l'homme ne mentionnent toutefois pas l'aspect ethnique. C'est le cas notamment de Human Rights Watch (HRW)<sup>51</sup>, d'AI<sup>52</sup> et d'ICG<sup>53</sup>.

Entretemps, les élections législatives et le référendum sur la Constitution ont eu lieu le 22 mars 2020. Sur le plan ethnique, des violences entre les communautés Guerzés et Koniankés se sont produites dans la région de Nzérékoré. Des jeunes hostiles au scrutin auraient, selon RFI, attaqué des électeurs, après la fermeture des bureaux de vote. Un couvre-feu a été instauré et des renforts militaires ont été déployés<sup>54</sup>. Dans un article du 30 mars 2020, RFI rappelle que la Guinée forestière est une « poudrière » car les tensions intercommunautaires sont récurrentes :

« Depuis les années 90, les incidents opposent généralement les populations autochtones à dominante chrétienne ou animiste (Guerzés notamment) et les populations allogènes à dominante musulmane (les Koniankés, sous-groupe des Malinkés). En 2013, une centaine de personnes ont trouvé la mort en moins de trois jours après le passage à tabac de trois jeunes Koniankés »<sup>55</sup>.

<sup>48</sup> OGDH, entretien, Conakry, 06/11/2019

<sup>49</sup> GRIP (Achik S.), 18/02/2020, [url](#)

<sup>50</sup> Militant des droits de l'homme, entretien, Conakry, 09/11/2019

<sup>51</sup> HRW [site web], 2020, [url](#)

<sup>52</sup> AI [site web], 2020, [url](#)

<sup>53</sup> ICG, *Guinea*, 2020, [url](#)

<sup>54</sup> RFI, 25/03/2020, [url](#)

<sup>55</sup> RFI, 30/03/2020, [url](#)

## Résumé

La population guinéenne comprend trois principaux groupes ethniques : les Peuls en Moyenne Guinée, les Malinkés en Haute Guinée et les Soussous en Guinée Maritime. La région forestière compte quant à elle diverses ethnies. Les Peuls représentent 40 % de la population, les Malinkés 30 %, les Soussous 20 % et les autres groupes ethniques 10 %. Il n'y a pas à Conakry de communes exclusivement habitées par une seule ethnie.

La plupart des sources consultées soulignent l'harmonie qui règne entre les différentes communautés, aussi bien dans les familles que dans les quartiers. Les mariages inter-ethniques en sont une illustration. Cette diversité ethnique ne pose en principe pas de problème sauf en période électorale.

L'ethnie est en effet souvent instrumentalisée à cette occasion par les hommes politiques. Cette manipulation politique fragilise alors la cohésion sociale. Human Rights Watch (HRW) affirme notamment que les clivages ethniques entre le parti au pouvoir malinké, le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), et le principal parti politique d'opposition, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), à dominance peule, alimentent la violence politique dans le pays. Le département d'Etat américain parle quant à lui de l'utilisation d'une rhétorique de division ethnique lors des campagnes politiques. D'après Alseny Sall de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH), le pouvoir manipule les ethnies mais aussi l'opposition qui « joue la victimisation à outrance ».

Les sources font référence à l'axe « de la démocratie » ou « du mal » à Conakry, route traversant des quartiers à forte concentration peule, où se produisent la plupart des manifestations de l'opposition et les interventions des forces de l'ordre. Cette zone se caractérise notamment par l'absence d'institutions publiques. Le Cedoca a pu constater son état de délabrement ainsi que la présence de plusieurs Points d'appui (PA), à savoir des patrouilles mixtes composées à la fois de policiers, de gendarmes et de militaires mis en place en novembre 2018, suite aux troubles liés aux élections locales de février 2018. Depuis octobre 2019, des manifestations sont organisées par le Front national de défense de la Constitution (FNDC), une coalition de partis d'opposition et d'organisations de la société civile, contre le troisième mandat présidentiel et le changement de Constitution. D'après le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), ces contestations fédèrent une large partie de la population au-delà des clivages communautaires. Plusieurs témoins rencontrés sur place par le Cedoca en novembre 2019, pour la plupart Peuls eux-mêmes, affirment cependant que leur ethnie et cette zone de Conakry sont ciblées par les autorités, lors des contestations. A la suite des troubles survenus dans ce contexte, les principales organisations internationales des droits de l'homme ont fait part de leurs préoccupations au sujet de la situation politique, sans mentionner toutefois l'aspect ethnique.

## Bibliographie

### Contacts directs

Barry A. A. B., sociologue guinéen, entretien, Conakry, 08/11/2011, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Barry A. A. B., sociologue guinéen, courrier électronique, 13/09/2012, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Militant des droits de l'homme, entretien, Conakry, 09/11/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Organisation de la société civile, entretien, Conakry, 08/11/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH), entretiens, Conakry, 09/11/2011, 06/11/2019, [ogdh2004@yahoo.fr](mailto:ogdh2004@yahoo.fr)

Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), entretien, Conakry, 05/11/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

### Sources écrites et audiovisuelles

Africaguinee (Diallo B.), *Urgent/violences à Conakry : le Gouvernement réquisitionne l'armée*, 19/11/2018, <https://www.africaguinee.com/articles/2018/11/19/urgentviolences-conakry-le-gouvernement-requisitionne-l-armee> [consulté le 31/03/2020]

Africa radio, *Wanindara, épicerie de la contestation anti-Condé dans la banlieue de Conakry*, 27/02/2020, <https://www.africaradio.com/news/wanindara-epicerie-de-la-contestation-anti-conde-dans-la-banlieue-de-conakry-164518> [consulté le 27/03/2020]

Alternatives économiques, *Répartition géographique des principales ethnies en Guinée*, s.d., <https://www.alternatives-economiques.fr/repartition-geographique-principales-ethnies-guinee-0101201375677.html> [consulté le 17/03/2020]

Ambassade de France à Conakry, *Présentation générale*, 13/07/2013, [http://www.ambafrance-gn.org/Presentation-generale\\_38](http://www.ambafrance-gn.org/Presentation-generale_38) [consulté le 31/03/2020]

Amnesty International (AI) [site web], 2020, <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/guinea/> [consulté le 27/03/2020]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), Office fédéral des migrations (ODM), *Rapport de mission en République de Guinée 29/10-19/11/2011*, 03/2012, <http://www.refworld.org/docid/500d252b2.html> [consulté le 31/03/2020]

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA), *Point d'appui sur l'axe* [photo], 11/2019

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR), *Guinée : information sur la composition ethnique de la police et des forces armées; traitement réservé aux Peuls par les autorités, y compris la police et l'armée, et lorsqu'un Peul a besoin de la protection de l'État; information sur le camp Makambo, y compris son emplacement et son but (2010-mai 2014)*, 07/05/2014, <http://irb-cisr.gc.ca/Fra/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=455309&pls=1> [consulté le 31/03/2020]

Espace TV Guinée, *Les grandes gueules* [video], 21/11/2018, <https://www.youtube.com/watch?v=yprcJwxAutg> [consulté le 31/03/2020]

Freedom House, *Freedom in the world 2020*, 04/03/2020, <https://freedomhouse.org/country/guinea/freedom-world/2020> [consulté le 17/03/2020]

Globe Reporters, *La diversité des ethnies fait la beauté de la Guinée*, 11/01/2019, <http://www.globe-reporters.org/campagnes/guinee-qui-es-tu/culture-et-francophonie/article/la-diversite-des-ethnies-fait-la-beaute-de-la-guinee> [consulté le 19/03/2020]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Achik S.), *Guinée : origines et risques de la crise constitutionnelle*, 18/02/2020, <https://www.grip.org/fr/node/2924> [consulté le 24/03/2020]

Guinée actuelle (Diallo A. O.), *L'axe : au-delà du factuel*, 15/11/2018, <http://guineeactuelle.com/laxe-au-dela-du-factuel> [consulté le 31/03/2020]

Human Rights Watch (HRW), *Guinée : Il faut s'assurer que les forces de sécurité fassent preuve de retenue*, 29/03/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/03/29/guinee-il-faut-sassurer-que-les-forces-de-securite-fassent-preuve-de-retenu> [consulté le 31/03/2020]

Human Rights Watch (HRW) [site web], 2020, <https://www.hrw.org/fr/africa/guinee> [consulté le 27/03/2020]

Institut national de la statistique (INS), *Troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3)*, 12/2017, [http://www.stat-guinee.org/images/Publications/INS/RGPH3/RGPH3\\_etat\\_structure.pdf](http://www.stat-guinee.org/images/Publications/INS/RGPH3/RGPH3_etat_structure.pdf) [consulté le 20/03/2020]

International Crisis Group (ICG), *Guinée : sortir du bourbier électoral, Rapport Afrique n° 199*, 18/02/2013, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/guinea-a-way-out-of-the-election-quagmire-french.pdf> [consulté le 31/03/2020]

International Crisis Group (ICG), *Guinea*, 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/guinea> [consulté le 27/03/2020]

Jeune Afrique (Carayol R.), *Planète peule : rencontre avec un peuple sans frontières*, 18/03/2013, [http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/JA2721p024\\_035\\_01.xml1/quinee-islam-histoire-ethnieplanete-peule-rencontre-avec-un-peuple-sans-frontieres.html](http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/JA2721p024_035_01.xml1/quinee-islam-histoire-ethnieplanete-peule-rencontre-avec-un-peuple-sans-frontieres.html) [consulté le 31/03/2020]

Jeune Afrique (Barry D.), *La Guinée pleure El Hadj Saïkou Yaya Barry, patriarche de la communauté peule*, 26/09/2019, <https://www.jeuneafrique.com/834764/societe/la-guinee-pleure-el-hadj-saikou-yaya-barry-patriarche-de-la-communauté-peule/> [consulté le 24/03/2020]

Jeune Afrique (Barry D.), *Guinée : la fragilité de l'État à l'origine de la résurgence des violences postélectorales*, 09/02/2018, <https://www.jeuneafrique.com/529251/politique/quinee-la-fragilite-de-letat-a-lorigine-de-la-resurgence-des-violences-postelectorales/> [consulté le 31/03/2020]

Jeune Afrique (Niakate H.), *Guinée : voyage au cœur du « Chaudron »*, 17/02/2014, <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2771p106.xml0/> [consulté le 31/03/2020]

Kébé-Gangneux J., *Quand les citoyens font et défont la ville à Conakry : le droit à l'espace*, in *Environnement Urbain*, 2016, <http://journals.openedition.org/eue/1463> [consulté le 20/03/2020]

Ledjely (Dambélé S.), *Regards croisés : l'ethnie et la politique en Guinée, une si longue construction socio-historique (Sayon Dambélé)*, 07/10/2019, <https://www.ledjely.com/2019/10/07/regards-croises-lethnie-et-la-politique-en-guinee-une-si-longue-construction-socio-historique-sayon-dambe/> [consulté le 19/03/2020]

Libération (Huon P.), *A Conakry, les anti-Condé dénoncent un régime à la dérive*, 28/02/2020, [https://www.liberation.fr/planete/2020/02/28/a-conakry-les-anti-conde-denoncent-un-regime-a-la-derive\\_1780051](https://www.liberation.fr/planete/2020/02/28/a-conakry-les-anti-conde-denoncent-un-regime-a-la-derive_1780051) [consulté le 23/03/2020]

News Afrique (Diallo I.), *Guinée : commémoration et célébration à la fois du 28 septembre*, 28/09/2019, <http://news-afrique.com/guinee-commemoration-et-celebration-a-la-fois-du-28-septembre/> [consulté le 24/03/2020]

Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), *Rapport de mission en Guinée du 7 au 18 novembre 2017*, 2018, [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr\\_rapport\\_de\\_mission\\_en\\_guinee\\_final.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/didr_rapport_de_mission_en_guinee_final.pdf) [consulté le 31/03/2020]

Radio France internationale (RFI), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), *Mémoire collective, une histoire plurielle des violences politiques en Guinée*, 2018, <https://www.memoire-collective-guinee.org/Memoire-collective.pdf> [consulté le 31/03/2020]

Radio France internationale (RFI), *Guinée: accalmie après les affrontements meurtriers à Nzérékoré*, 25/03/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200325-guin%C3%A9e-accalmie-apr%C3%A8s-les-affrontements-meurtriers-nz%C3%A9r%C3%A9kor%C3%A9> [consulté le 27/03/2020]

Radio France internationale (RFI), *Guinée: retour sur les affrontements meurtriers de Nzérékoré*, 30/03/2020, <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200329-guin%C3%A9e-violences-double-scrutin-nz%C3%A9r%C3%A9kor%C3%A9> [consulté le 31/03/2020]

Ramatoulaye (Diallo S.), *Chef de 'gangs' de 'l'axe du mal', Mahamoud Fadiga reste toujours introuvable*, 14/07/2016, <http://www.ramatoulaye.com/index.php/societe/549-chef-de-gangs-de-l-axe-du-mal-mahamoud-fadiga-reste-toujours-introuvable> [consulté le 31/03/2020]

Thinking Africa (Keita K. A.), *Note d'analyse politique. Les partis politiques et l'impact des consultations électorales dans la société guinéenne. Les élections présidentielles 2010 et 2015 à l'épreuve des tensions ethniques et communautaires*, 04/2016, [http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2016/04/NAP\\_36.pdf](http://www.thinkingafrica.org/V2/wp-content/uploads/2016/04/NAP_36.pdf) [consulté le 31/03/2020]

TV5 Monde, *Guinée, élections on en parle* [video], 08/02/2018, <https://www.youtube.com/watch?v=zmVO6KP6qnl> [consulté le 31/03/2020]

United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices for 2016. Guinea*, 03/03/2017, <https://www.refworld.org/docid/58ec8a2e13.html> [consulté le 31/03/2020]

United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices for 2019. Guinea*, 11/03/2020, <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/guinea/> [consulté le 16/03/2020]

Université Laval, *Guinée-Conakry*, 24/12/2015, [http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/quinee\\_franco.htm](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/quinee_franco.htm) [consulté le 31/03/2020]

Vision Guinée (Bah P.), *Sidya Touré accuse Alpha Condé de "contribuer personnellement à aggraver" les tensions ethniques en Guinée*, 03/01/2020, <https://www.visionguinee.info/2020/01/03/sidya-toure-accuse-alpha-conde-de-contribuer-personnellement-a-aggraver-les-tensions-ethniques-en-guinee/> [consulté le 19/03/2020]